DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE

Dérogations à l'interdiction de mouvements de bovins pour certaines situations particulières

Dans le cadre de cette note la « zone de cœur de protection » est définie comme les communes infectées et les communes en sont limitrophes.

Les dérogations s'appliquent à la date du mouvement des bovins.

1/ Mouvement des bovins d'un pré A vers un pré B ou vers un bâtiment (hors foyer) pour raison de bien-être animal au sein de la zone réglementée

Motif justifiant la dérogation à l'interdiction de mouvement :

- Le pré où les bovins sont détenus ne présente pas ou risque à court terme de ne pas présenter un couvert végétal suffisant pour couvrir leurs besoins physiologiques (article R.214-17-I-1° du code rural et de la pêche maritime). L'apport de fourrage aux bovins n'est pas une solution durable. Le motif est donc au titre du bien-être animal.

Conditions préalables au mouvement :

- Le pré A et le pré B (ou le bâtiment de destination) sont dans la même zone (ZP vers ZP ou ZS vers ZS) et le mouvement est prévu au sein de la même exploitation (même EDE) :
 - mouvement au sein la zone de protection (ZP) (hors communes infectées et communes limitrophes) ou ;
 - mouvement au sein de la zone de surveillance (ZS).
- Les bovins concernés par le mouvement sont vaccinés depuis 21 jours ou plus par rapport à la date du mouvement.
- Pour les mouvements au sein de la zone de surveillance uniquement, si les bovins concernés par le mouvement ne sont pas vaccinés depuis 21 jours ou plus par rapport à la date du mouvement alors le mouvement est possible à condition d'une visite vétérinaire sanitaire favorable (absence de signes cliniques évocateurs de la DNC chez les bovins de toute l'unité épidémiologique). Cette visite vétérinaire est préalable et au plus proche du mouvement (dans les 48 heures précédant le mouvement). Elle est à la charge de l'éleveur demandeur de la dérogation à l'interdiction de mouvement.
- Le déplacement des bovins se fait obligatoirement sur une distance de 5 kilomètres maximum (ce qui correspond au rayon d'action maximal des insectes vecteurs de la DNC) et au sein de la même commune ou vers une commune limitrophe de la commune de départ.
- Demande et obtention d'un laissez-passer sanitaire (LPS) auprès de la DDPP de départ préalablement au mouvement.

Procédure de demande de LPS : dans sa demande à la DDPP de départ, l'éleveur apporte les éléments ci-dessous :

- La date prévue du mouvement ;
- Le numéro d'identification des bovins concernés par le mouvement ;
- Le point de départ et d'arrivée des bovins (avec une carte du parcellaire si besoin) ;
- Le cas échéant, le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- La date de vaccination des bovins concernés par le mouvement, ou à défaut de vaccination, la déclaration datée du vétérinaire sanitaire attestant de l'absence de signes cliniques évocateurs de la DNC.

L'outil « Démarches simplifiées » est mis en place par la DDPP de départ pour faciliter la réception de demandes de LPS et la réponse aux demandeurs. Un dispositif alternatif (courrier, mail, ...) est mis en place par la DDPP pour les éleveurs ne disposant des outils informatiques pour recourir à l'outil « Démarches simplifiées » (avec le risque d'allonger le délai de réponse de la DDPP).

Le cas échéant, la demande de LPS est instruite par la DDPP de départ en lien avec la DDPP de destination.

2/ Déplacement des bovins d'un pré situé en zone réglementée vers un bâtiment qui a été foyer de DNC

Motifs justifiant la dérogation à l'interdiction de mouvement :

- L'éleveur considère que la détention des bovins en bâtiment offre des garanties de biosécurité et de protection vis-à-vis de la DNC supérieure au maintien des bovins en milieu ouvert au pré.
- L'éleveur considère que la conduite d'élevage en bâtiment permet une gestion plus appropriée et plus sécurisée des bovins pour leur alimentation, la surveillance de leur état de santé, les soins éventuels à apporter, leur protection vis-à-vis de dangers sanitaires, voire leur traite (exemple : ne plus à avoir à faire la traite en unité mobile).

Conditions préalables au mouvement :

- Le mouvement est prévu au sein d'une même exploitation (même numéro EDE).
- L'APDI concernant le bâtiment de destination a été levé.
- Cas a) : Les bovins avant départ sont détenus dans une commune infectée de DNC (c'est-à-dire une commune avec au moins un APDI en vigueur) ou une commune limitrophe d'une commune infectée.
- Cas b) : Si les bovins avant départ sont détenus dans une commune de la zone de protection (hors Cas a), ou de la zone de surveillance : il faut l'absence de nouveau foyer depuis 28 jours dans la commune de destination, ni dans communes limitrophe et l'absence de bovins restant à dépeupler pour cause de DNC dans ces communes.
- Des mesures de protection contre les vecteurs sont en place dans le bâtiment de destination (par exemple des moustiquaires, ventilation mécanique, lutte contre les gîtes larvaires, lampes UV...).
- Les bovins concernés par le mouvement sont vaccinés depuis 28 jours ou plus par rapport à la date du mouvement).
- Un taux de vaccination des bovins de 75% a été atteint dans la commune du foyer et les communes limitrophes. Ce point est vérifié par la DDPP de destination.
- Demande et obtention d'un laissez-passer sanitaire (LPS) auprès de la DDPP de départ préalablement au mouvement.

Procédure de demande de LPS : dans sa demande à la DDPP de départ, l'éleveur apporte les éléments ci-dessous :

- La date prévue du mouvement ;
- Le numéro d'identification des bovins concernés par le mouvement ;
- Le point de départ et d'arrivée des bovins ;
- Le cas échéant, le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- La date de vaccination des bovins concernés par le mouvement.

L'outil « Démarches simplifiées » est mis en place par la DDPP de départ pour faciliter la réception de demandes de LPS et la réponse aux demandeurs. Un dispositif alternatif (courrier, mail, ...) est mis en place par la DDPP pour les éleveurs ne disposant des outils informatiques pour recourir à l'outil « Démarches simplifiées » (avec le risque d'allonger le délai de réponse de la DDPP).

Le cas échéant, la demande de LPS est instruite par la DDPP de départ en lien avec la DDPP de destination.

3/ Déplacement de vache prête à vêler (ou ayant vêlée récemment) depuis un pré ou un bovin blessé/malade (hors suspicion de DNC) vers un bâtiment en zone réglementée

Motif justifiant la dérogation à l'interdiction de mouvement :

- Le bien-être animal pour que la vache puisse vèler dans des conditions sécurisées et surveillance, que le veau nouveau-né soit protégé d'éventuels prédateurs, et que le bovin blessé/malade puisse être soigné dans ces conditions appropriés dans un bâtiment (article R.214-17 du code rural et de la pêche maritime).
- Un bovin suspect de DNC n'est pas éligible à cette dérogation et ne doit être déplacé au risque de déplacer également le virus.

Conditions préalables au mouvement :

- Les bovins concernés par le mouvement sont vaccinés depuis 21 jours ou plus par rapport à la date du mouvement, **ou** ont fait l'objet d'une visite vétérinaire sanitaire favorable (absence de signes cliniques évocateurs de la DNC chez les bovins de toute l'unité épidémiologique). Cette visite vétérinaire est préalable et au plus proche du mouvement (dans les 48 heures précédant le mouvement). Elle est à la charge de l'éleveur demandeur de la dérogation à l'interdiction de mouvement.
- Si les bovins ne sont pas vaccinés au moment du mouvement, ils doivent être vaccinés dans les meilleurs délais après leur l'arrivée.
- Si les bovins proviennent d'un pré en zone indemne et que le bâtiment est en zone de surveillance, le changement de propriétaire est interdit.
- Des mesures de protection contre les vecteurs sont en place dans le bâtiment de destination (par exemple des moustiquaires, ventilation mécanique, lutte contre les gîtes larvaires, lampes UV...).
- Demande et obtention d'un laissez-passer sanitaire (LPS) auprès de la DDPP de départ préalablement au mouvement.
- Selon la zone de départ et la zone d'arrivée, les mouvements autorisés dans les conditions ci-dessous sont :

ARRIVEE	Zone cœur de protection	Zone de protection (hors zone cœur de protection)	Zone de surveillance	Zone indemne
DEPART				
Zone cœur de protection : communes infectées et communes limitrophes	OUI	NON	NON	NON
Zone de protection	NON	OUI	NON	NON
Zone de surveillance	NON	OUI	OUI	NON
Zone indemne	NON	NON	OUI, si même élevage de départ/d'arrivée (même n°EDE) et le bovin est vacciné dans les meilleurs délais à l'arrivée	

Procédure de demande de LPS : dans sa demande à la DDPP de départ, l'éleveur apporte les éléments ci-dessous :

- La date prévue du mouvement ;
- Le numéro d'identification des bovins concernés par le mouvement ;
- Le point de départ et d'arrivée des bovins ;
- Le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- La date de vaccination des bovins concernés par le mouvement, ou à défaut de vaccination, la déclaration datée du vétérinaire sanitaire attestant de l'absence de signes cliniques évocateurs de la DNC.

L'outil « Démarches simplifiées » est mis en place par la DDPP de départ pour faciliter la réception de demandes de LPS et la réponse aux demandeurs. Un dispositif alternatif (courrier, mail, ...) est mis en place par la DDPP pour les éleveurs ne disposant des outils informatiques pour recourir à l'outil « Démarches simplifiées » (avec le risque d'allonger le délai de réponse de la DDPP).

Le cas échéant, la demande de LPS est instruite par la DDPP de départ en lien avec la DDPP de destination.

4/ Déplacement de veaux vers un atelier d'engraissement

Motifs justifiant la dérogation à l'interdiction de mouvement :

- Le bien-être animal pour que les veaux prêts au départ pour engraissement puissent être détenus dans ces conditions de places satisfaisantes (article R.214-17 du code rural et de la pêche maritime).
- La nécessité de terminer un cycle de production (ce motif se rapproche de celui mentionné à l'article 45.2 du Règlement UE 2020/687).

Conditions préalables au mouvement :

- Visite vétérinaire sanitaire favorable (absence de signes cliniques évocateurs de la DNC chez les bovins de toute l'unité épidémiologique). Cette visite vétérinaire est préalable et au plus proche du mouvement (dans les 48 heures précédant le mouvement). Elle est à la charge de l'éleveur demandeur de la dérogation à l'interdiction de mouvement.
- Les veaux concernés par le mouvement sont vaccinés depuis 21 jours ou plus par rapport à la date du mouvement.
- Cas général a) : Passage obligatoire des veaux par un centre de rassemblement intermédiaire situé en zone de surveillance pour allotissement avant mouvements vers les ateliers d'engraissement. Ce centre de rassemblement intermédiaire est agréé par la DDPP sur la base d'un cahier des charges et un règlement de fonctionnement présenté par le responsable du centre (jours et horaires d'ouverture, temps de présence du vétérinaire sanitaire, durée maximale de détention des veaux dans le centre, traçabilité de la vaccination, etc). Les veaux sont transportés directement et sans rupture de charge entre l'exploitation de départ et le centre de rassemblement intermédiaire. Les veaux y sont examinés par un vétérinaire sanitaire, à la charge du responsable du centre. Des mesures de protection contre les vecteurs sont en place dans le centre de rassemblement intermédiaire (par exemple des moustiquaires, ventilation mécanique, lutte contre les gîtes larvaires, lampes UV...).
- Les véhicules de transport des veaux sont nettoyés/désinfectés/désinsectisés.
- Cas particulier b) : Dans l'attente de la mise en place opérationnelle du centre de rassemblement intermédiaire (cas a), les veaux sont transportés directement et sans rupture de charge entre l'exploitation de départ et l'atelier d'engraissement de destination.
- Les véhicules de transport des veaux sont désinsectisés avant tout chargement.
- Des mesures de protection contre les vecteurs sont en place dans le bâtiment de destination (par exemple des moustiquaires, ventilation mécanique, lutte contre les gîtes larvaires, lampes UV...).
- Demande et obtention d'un laissez-passer sanitaire (LPS) pour les mouvements entre deux établissements auprès de la DDPP de départ préalablement au mouvement.
- Selon la zone de départ et la zone d'arrivée, les mouvements autorisés dans les conditions ci-dessous sont :

DEPART	ARRIVEE	Zone cœur de protection	Zone de protection (hors zone cœur de protection)	Zone de surveillance	Zone indemne
Zone cœur de protection : communes infectées et communes limitrophes		OUI	NON	NON	NON
Zone de protection		NON	OUI	OUI si visite vétérinaire sanitaire hebdomadaire pendant 28 jours après l'arrivée des veaux dans l'atelier d'engraissement	NON
Zone de surveillance		NON	NON	OUI	NON
Zone indemne		NON	NON	NON	

Procédure de demande de LPS : dans sa demande à la DDPP de départ, l'éleveur apporte les éléments ci-dessous :

- La date prévue du mouvement ;
- Le numéro d'identification des bovins concernés par le mouvement ;
- Le point de départ et d'arrivée des bovins, et le cas échéant le centre de rassemblement intermédiaire (dans ce cas il y a deux LPS à délivrer : le premier entre l'élevage d'origine et le centre de rassemblement intermédiaire, et le second entre le centre de rassemblement intermédiaire et l'atelier d'engraissement) ;
- Le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- L'attestation du vétérinaire sanitaire indiquant que les bovins sont bien vaccinés depuis plus de 21 jours avant leur mouvement de départ depuis l'exploitation d'origine

L'outil « Démarches simplifiées » est mis en place par la DDPP de départ pour faciliter la réception de demandes de LPS et la réponse aux demandeurs. Un dispositif alternatif (courrier, mail, ...) est mis en place par la DDPP pour les éleveurs ne disposant des outils informatiques pour recourir à l'outil « Démarches simplifiées » (avec le risque d'allonger le délai de réponse de la DDPP).

Le cas échéant, la demande de LPS est instruite par la DDPP de départ en lien avec la DDPP de destination.